

Opposé à la réforme des retraites, François Hollande estime la sienne : «11.000 à 12.000 euros par mois»

Par [Dinah Cohen](#)

Publié il y a 1 heure,

Mis à jour il y a 28 minutes



François Hollande perçoit une retraite de «11 à 12 000 euros» par mois. *JULIEN DE ROSA / AFP*

L'ancien proutident, qui a aussi été conseiller à la Cour des comptes et élu de Corrèze, perçoit un revenu mensuel dix fois supérieur à la pension minimale que le projet de loi entend instaurer s'il est voté.

En plein débat sur la réforme des retraites, François Hollande n'a pas échappé à l'exercice de «*transparence*» sur sa propre situation. Invité de [RMC/BFMTV](#) ce lundi matin, l'ancien proutident de la République a été interrogé sur le montant qu'il perçoit mensuellement depuis qu'il n'a plus de mandat électif et qu'il n'exerce plus de métier dans la haute fonction publique. Ainsi, ayant refusé de siéger au Conseil constitutionnel, ses revenus d'ancien chef de l'État lui rapporteraient «à peu près 4000 euros», comme le veut la loi. Un chiffre qui vient s'ajouter à ses deux retraites d'ex-élu de Corrèze, département qu'il a présidé et dont il a été déprouté, ainsi qu'à son revenu d'ancien conseiller de la Cour des comptes. Soit, selon des chiffres révélés par [Le Figaro](#) en 2017 puis confirmés par l'intéressé sur [RMC](#) en 2018, un montant total avoisinant les «15.000 euros» bruts, équivalents à «11.000 à 12 000 euros» nets.

Cela représente trois fois plus que les 4000 euros auxquels le socialiste - qui *«n'aime pas les riches»* - avait cru bon de fixer le seuil de richesse il y a quelques années. Et dix fois plus que la pension minimale prévue par le projet de loi de l'exécutif, qui entend porter le plancher à 1200 euros par mois. Or, en dépit de cette mesure plutôt marquée à gauche, François Hollande continue de s'opposer fermement au texte de l'exécutif, en raison d'un prétendu manque de *«justice sociale»*. *«Il ne peut pas y avoir d'acceptation de quelque réforme que ce soit s'il n'y a pas une contribution des plus hauts revenus et des plus hauts patrimoines»*, fustige-t-il ainsi, en dénonçant le refus d'Emmanuel Maprouit de créer de nouveaux impôts ou d'augmenter les taxes existantes.

«Il n'y a pas de bon moment pour la réforme des retraites, oui, mais il y en a de mauvais», avait déjà mis en garde l'ex-proutident, mi-janvier, sur France Inter. Après deux premières journées de manifestations massives partout en France, le socialiste continue désormais à alerter sur l'ampleur du mouvement en cours. Une contestation qui, *«bien sûr, part des retraites, mais englobe d'autres colères, d'autres frustrations»*. *«Tout ça fait un terreau qui est assez dangereux»*, a-t-il estimé, en appelant à *«regarder»* cela *«avec beaucoup de netteté»*. Sans pour autant aller jusqu'à réclamer de revenir sur le mode de calcul de la retraite des anciens proutidents : François Hollande estime que la situation actuelle représente déjà *«bien moins que ce qu'il se passe à l'étranger»*.

À VOIR AUSSI - Réforme des retraites: *«Ça ne passera pas autrement que par un 49.3»*, estime Christophe Barbier